

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

N° IC 20038583

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de porcs soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 août 1981 modifié le 4 mai 2004 autorisant Mme Marie-Madeleine LENOIR à exploiter à PENGUILY au lieu-dit « La Brétonnière » (section ZE n° 47a) un élevage avicole de 25000 dindes de chair (soit 75000 animaux-équivalents) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1999 autorisant le GAEC DES MEZERAIS à exploiter à PENGUILY au lieu-dit « Les Mézerais » (section ZL et ZM n° 12, 13, 167, 168, 169), à moins de 100 m du tiers le plus proche, un élevage porcin de 55 places maternité, 202 places gestantes-verraterie, 1456 places engraissement, 840 places post-sevrage (soit 2395 places animaux-équivalents) et une unité de traitement de lisier ;
- VU la demande présentée par le GAEC DES MEZERAIS sis à PENGUILY au lieu-dit « Les Mézerais » en vue de l'extension à cette adresse (section ZL n° 12, 13, 15), à moins de 100 m du tiers le plus proche, de l'élevage porcin autorisé par la création de 4 places maternité, 115 places gestantes-verraterie, 20 places quarantaine-infirmierie, 819 places engraissement, 358 places post-sevrage (soit 1267 places animaux-équivalents) ainsi que l'agrandissement de la station de traitement et l'abandon de l'élevage avicole de 25000 dindes de chair (soit 75000 animaux-équivalents) situé à PENGUILY au lieu-dit « La Brétonnière » qui sera désaffecté, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LE GOURAY (5 novembre 2004), LA MALHOURE (26 novembre 2004), PENGUILY (3 novembre 2004), PLENEE-JUGON (8 octobre 2004), ST GLEN (12 octobre 2004), ST TRIMOEL (15 novembre 2004) ;

- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 mai 2005 ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement de Risques Sanitaires et Technologiques en séance du 30 septembre 2005 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT que le déclarant ne respecte pas les distances prescrites par le règlementaire susvisé du fait que l'implantation des bâtiments est à moins de 10 m du tiers le plus proche ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

Le GAEC DES MEZERAIS, sis à PENGUILY au lieu dit « Les Mezerais », est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZL n° 12-13-15), à moins de 100 m du tiers le plus proche :

un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3662 places animales équivalents (PAE) réparties comme suit : 59 places maternité (177 PAE), 317 places gestante verraterie (951 PAE), 20 places quarantaine infirmerie (20 PAE), 2275 places engraissement (2275 PAE) et 1198 places post sevrage (240 PAE) ;

une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidu organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- trois fosses de décantation ;
- deux lagunes de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6000 m³ de lisier (23921 kg d'azote) sur 6403 m³ (25528 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 403 m³ (1607 kg d'azote), sera éparpillé sous forme de lisier brut et 161 kg sous forme de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation en vertu de la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 347 reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 2275 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1198 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 311 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase et utilisation de phytases:

2.2.1. - L'utilisation de phytases dans l'alimentation sera mise en place dans un délai de 6 mois pour les porcins existant déjà sur le site et dès la mise en service des constructions neuves pour le nouveau cheptel

- L'alimentation biphase déjà mise en place sera conservée pour l'ensemble des porcins.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" et/ou de la non utilisation de phytases le pétitionnaire devra : soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement,
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés,
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ; le compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré pour mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6000 m ³	16,4 m ³
N Global	23921 kg	65,5 kg
M.S	300000 kg	822 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	350 T	0,9 T
N Global	4784 kg	13,1 kg
M.S	216000 kg	591 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	792 m ³	2,1 m ³
N Global	2298 kg	6,3 kg
M.S	44867 kg	123 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4488 m ³	12,2 m ³
N Global	1122 kg	3 kg
M.S	44880 kg	123 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentement demandée de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...);
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage de produits et lisiers bruts.

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 100 m³.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 108 m².
- 4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans trois fosses de 1077 m³ au total.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans deux lagunes de 3000 m³ au total.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 675 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes:
 - l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
 - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
 - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, le cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bordereaux d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période d'augmentation de la "mise en charge"), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans les fosses de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans les lagunes de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service sera agrandie dès la mise en place des places à créer.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 -

L'arrêt du poulailler exploité sur le site de « La Bretonnière » en PENGUILY sera effectif dès la mise en exploitation des porcs sur le site des Mézérais en PENGUILY. Le poulailler sera ensuite désaffecté (enlèvement des silos d'aliments et du matériel d'élevage), dans un délai maximal de 3 mois après l'arrêt de l'exploitation, l'épandage du fumier sera assuré par le pétitionnaire en respectant les réglementations en vigueur ainsi que le lavage et la désinfection du poulailler et ses annexes.

Le pétitionnaire devra ensuite maintenir le bâtiment en bon état d'entretien ou en assurer sa démolition et la remise en état du site conformément aux réglementations en vigueur (amiante etc.).

ARTICLE 7 - Autre:

Les fosses en projet de 2825 m³ seront construites simultanément à la construction des bâtiments neufs abritant le cheptel en extension.

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 - Résorption

Alimentation biphase : 5007 kg d'azote organique

Traitement : 15717 kg d'azote organique

Transfert : 4784 kg d'azote organique

Prélèvement transfert : 2838 kg d'azote organique

ARTICLE 9 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 10 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 11 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 12 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation a été accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PENGUILY pendant un délai minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du GAEC DES MEZERAIS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC DES MEZERAIS dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 13 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 8 octobre 1981 susvisé

ARTICLE 14 -

Les arrêtés d'autorisation des 26 août 1981 et 4 mai 2004 au nom de Mme Madeleine LE NOIR et concernant l'élevage avicole exploité à PENGUILY au lieu-dit « La Brétonnière » seront abrogés à compter de la mise en exploitation des porcs sur le site « Les Mézerais » en PENGUILY.

ARTICLE 15 -

Délai et voie de recours ((L 514.6 du Code de l'Environnement)) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 16 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PENGUILY,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC DES MEZERAIS pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LE GOURAY, LE MALHOURE, PLENEE-JUGON, ST GLEN, ST TRIMOEL, TREBRY pour information.

SAINT-BRIEUC, le 10 NOV. 2005
LE PREFET,



Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

